

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :	
n° .....	du .....
n° .....	du .....
n° .....	du .....
n° .....	du .....
Cette instruction a été abrogée par l'instruction	
n° .....	du .....

DEPENSES A REGULARISER  
DES COMPTABLES NON CENTRALISATEURS DU TRESOR  
DELAIS DE REGULARISATION

MESURE DE SIMPLIFICATION DU SERVICE

DOCUMENTS A ANNOTER

Circulaire n° 854 du 31 juillet 1950 (B. S. T. 48 G).  
Instruction R 3 du 1<sup>er</sup> octobre 1956.  
Instruction 69-124 - P-R du 6 novembre 1969.

L'instruction R 3 du 1<sup>er</sup> octobre 1956 sur la comptabilité des recettes-perceptions et perceptions rappelait l'obligation pour les comptables non centralisateurs de régulariser les dépenses imputées au sous-compte « Paiements à régulariser » du compte 37.02 « Opérations à classer » dans le délai limite de quatre mois à compter de leur constatation, ou de solder le découvert de leurs deniers personnels à l'expiration de ce délai.

Dans un souci de simplification, les Trésoriers-Payeurs Généraux auront désormais la possibilité d'accorder, lorsqu'ils le jugeront nécessaire, un délai supplémentaire aux comptables placés sous leur autorité.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION  
GT double  
27

RGP	TPG	DOM	TPC - RF	P
-----	-----	-----	----------	---

**INSTRUCTION**  
**N° 71-43 - P7 - R3**  
**du**  
**20 avril 1971.**

Les dépenses à régulariser figurant au compte 596 « Imputation provisoire de dépenses » devront, comme par le passé, être, en principe, apurées dans les quatre mois de leur constatation. Toutefois, passé ce délai, il appartiendra au Trésorier-Payeur Général, après examen des motifs invoqués par le comptable, d'accorder un délai supplémentaire, d'une durée maximum de six mois, pour régulariser la dépense en cause, si une telle régularisation peut raisonnablement être escomptée.

Si, à l'expiration du délai normal ou supplémentaire, le comptable n'a pas régularisé ses écritures et s'il n'a pas soldé le découvert de ses deniers, le Trésorier-Payeur Général devra, en application de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 64-1022 du 29 septembre 1964, provoquer l'émission à son encontre d'un ordre de versement, éventuellement assorti d'un sursis de paiement.

Ces nouvelles dispositions sont applicables dès réception de la présente instruction.

*Le Directeur de la Comptabilité Publique,*  
**JEAN FARGE.**